

République démocratique du Congo (RDC)

Mise à jour

Reto Kuster

Weyermannsstrasse 10
Postfach 8154
CH-3001 Bern

Für Paketpost:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Bern

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Berne, le 28 mai 2004

PC-Konto
30-16741-4
Spendenkonto
PC 30-1085-7



MEMBER OF THE EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES

L'auteur :


Reto Kuster (études d'ethnologie, de géographie et de sciences de la communication)

voyage régulièrement dans le continent africain en tant que photographe et journaliste.

La présente mise à jour se base sur son dernier voyage dans l'est de la République démocratique du Congo au printemps 2004.

Impressum

EDITEUR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 / 370 75 75
Fax 031 / 370 75 00
Courriel: INFO@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP : 30-1085-7

AUTEUR

Reto Kuster

TRADUCTION

Clara Wubbe, Transit TXT


LANGUES

français, allemand

PRIX

Fr. 20.-- y compris 2,4% de TVA., frais d'expédition en sus

COPYRIGHT

© 2004  Organisation suisse d'aide aux réfugiés, Berne
Copie et impression autorisées avec mention de la source.

Tables des matières

1	Introduction	1
2	Situation politique	1
2.1	Période de transition et gouvernement de transition	2
2.2	Problèmes dans la mise en place du gouvernement de transition	3
2.3	Normalisation des relations diplomatiques avec l'Ouganda et le Rwanda.....	3
3	Situation en matière de sécurité.....	3
3.1	Mission de l'ONU dans la RDC (Monuc)	4
3.2	Constitution d'une nouvelle armée congolaise.....	4
3.3	L'appareil sécuritaire de l'Etat	5
3.4	Sécurité dans l'ouest du pays.....	5
3.5	Sécurité dans la province Orientale.....	6
3.5.1	District d'Ituri	6
3.5.2	En dehors du district d'Ituri	7
3.6	Sécurité dans le Nord et le Sud Kivu	7
3.6.1	Nord-Kivu	7
3.6.2	Sud-Kivu	8
3.7	Sécurité dans la province de Maniema	8
3.8	Sécurité dans la province du Katanga	9
3.9	Sécurité dans la province Equateur	9
4	Le système judiciaire	10
4.1	Le système judiciaire de la RDC.....	10
4.2	Le fonctionnement de la justice dans l'est du pays.....	10
4.3	La culture de l'impunité	11
5	Droits de l'homme	11
5.1	Situation à l'ouest.....	12
5.2	Situation à l'est	12
5.3	Les groupes ethniques	13
5.4	Les femmes et les filles	14
5.5	Les enfants soldats	14
5.6	Les enfants sorciers	15
5.7	Journalistes	15
5.8	Activistes des droits de l'homme, militants politiques	16
6	La situation humanitaire et socio-économique	16
6.1	La situation dans l'est de la RDC	17
6.2	Les déplacés internes	18
7	Conclusion	19
	Annexe : abréviation des groupes armés opérant dans l'est de la RDC.....	20

1 Introduction

Le départ officiel de la République démocratique du Congo (RDC) des contingents angolais, namubiens, rwandais et du Zimbabwe (octobre 2002) et ougandais (mai 2003) a marqué un pas important dans la réunification du pays, divisé en plusieurs régions d'influence depuis 1998. En décembre 2002, les principales parties au conflit ont convenu de la formation d'un gouvernement de transition qui a entamé son travail le 30 juin 2003. En dépit de réserves initiales, les représentants de tous les groupes de rebelles sont arrivés à un arrangement à Kinshasa, en apparence tout du moins. Le gouvernement du président Joseph Kabila semble disposé à faire avancer le processus de transition malgré les nombreux obstacles, et la communauté internationale soutient les efforts consentis en vue d'instaurer une paix durable dans la RDC par des aides financières. Mais le sentiment de renouveau qui règne dans les milieux diplomatiques de Kinshasa ne doit pas faire oublier que la situation ne s'est encore guère améliorée dans les faits, surtout à l'est du pays. Dans de larges régions, c'est encore le règne de l'anarchie. Des groupes armés continuent de violer impunément les droits de l'homme et même le stationnement de troupes onusiennes n'a pas permis ramener le calme hors des grandes agglomérations. Régulièrement, des rivalités éclatent au sein du gouvernement de transition entre les anciens belligérants. Bref, la confiance réciproque n'est pas rétablie et la mosaïque des groupements armés fragilise le pays.

La présente mise à jour, qui s'inscrit dans la continuité des analyses de l'OSAR de juillet 2000 et de février 2003¹, se concentre sur les thèmes suivants : la situation politique, la situation en matière de sécurité, l'appareil judiciaire, les droits de l'homme ainsi que les aspects humanitaires et socio-économiques. L'approvisionnement en soins fera l'objet d'un rapport séparé. Les informations de cette mise à jour sont issues des recherches et discussions de l'auteur lors de son séjour à l'est de la RDC entre janvier et mars 2004, à moins d'une mention explicite d'autres sources². Nous attirons l'attention sur le fait que cette analyse demeure lacunaire en raison de l'immensité du pays et de l'inaccessibilité de certaines régions ; même réserve pour les données statistiques sur la population de la RDC. Les abréviations des groupes armés sont données en annexe.

2 Situation politique

En dépit de la formation d'un gouvernement de transition, composé des principaux groupes armés, la situation politique demeure instable. Le nouveau gouvernement n'exerce pas de contrôle étatique sur de vastes régions à l'est du pays et n'y a pas le monopole du pouvoir. Des milices et leurs factions, qui continuent de lutter pour des zones d'influence et la domination économique, le manque de justice, le paiement irrégulier des salaires des fonction-

¹ Hunziker, Peter : Demokratische Republik Kongo. Lageanalyse zum Regierungs- und zum Gebiet des Mouvement de Liberation Congolaise MLC. Janvier 2000 – décembre 2002. OSAR février 2003; Hunziker, Peter: Congo, Analyse de pays 1996-2000. OSAR juillet 2000.

² De nombreuses informations proviennent des rapports de l'OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, www.kongo-kinshasa.de/dokumente/ocha.htm) et de l'IRIN (Integrated Regional Information Networks, www.irinnews.org).

naires d'Etat ainsi que le soutien des groupes armés par les forces militaires ougandaises et rwandaises³ sont autant d'obstacles à l'établissement d'une paix durable dans le pays.

2.1 Période de transition et gouvernement de transition

Le 4 avril 2003, le président Joseph Kabila a mis en vigueur la constitution du gouvernement de transition, suite à l'Accord de Pretoria du 17 décembre 2002 qui concrétise la volonté d'une collaboration pacifique du gouvernement avec les principaux groupes de rebelles. La transition, au terme de laquelle il est prévu de tenir des élections présidentielles, parlementaires et communales, devrait durer deux ans. Joseph Kabila demeurerait à la présidence du pays pendant cette période. Les buts de la transition sont de réunifier, pacifier et reconstruire le pays, rétablir l'intégrité territoriale et l'autorité de l'Etat sur tout le territoire national. Par ailleurs, il est prévu de créer une armée nationale, intégrée et restructurée. Le processus de transition est accompagné par un comité de onze ambassadeurs accrédités à Kinshasa et de l'ONU (*Comité International d'Accompagnement de la Transition – CIAT*).

Composé de membres de l'ancien gouvernement congolais (sous la présidence de Joseph Kabila), de représentants des groupes de rebelles MLC, RDC-Goma, RCD-ML et Mai-Mai, ainsi que de représentants de l'opposition non armée, le gouvernement de transition a été institué le 30 juin 2003. A cette occasion, le MLC a fait savoir qu'il voulait désormais agir non plus comme un mouvement rebelle mais comme parti politique.⁴ Le gouvernement de transition doit fixer des conditions pour la tenue d'élections générales en 2005 et pour la réunification du pays. Les quatre vices-présidents président chacun une commission parlementaire (mandat présidentiel à partir de mai 2004). Président : Joseph Kabila ; vices-présidents : Yerodia Abdoulaye (*ex-gouvernement RDC ; commission de reconstruction et de développement*) ; Jean-Pierre Bemba (*MLC ; commission des finances et de l'économie*) ; Azarias Ruberwa (*RCD-Goma ; commission politique, de la défense et de la sécurité*) ; Arthur Z'Ahidi (*représentant de l'opposition politique non armée*⁵ ; *commission sociale et culturelle*).

Les 61 postes de ministres et de vices-ministres ont été attribués aux représentants de l'ancien gouvernement, aux organisations de rebelles MLC, RCD-Goma, RCD-ML et RCD-N, ainsi qu'à Mai-Mai, l'opposition politique⁶ et la *société civile*.

³ Selon des sources non confirmées, en dépit du retrait officiel des troupes rwandaises, des conseillers militaires des forces armées rwandaises (*Rwanda Defense Forces – RDF*) sont restés dans les organisations RCD-Goma et UPC ; cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

⁴ Cf. Transition, An I, Jeune Afrique L'intelligent, no 2217, 6 juillet 2003. Officiellement, les groupes de rebelles n'ont été autorisés à fonctionner comme partis politiques qu'à fin septembre 2003. A cette date, 234 partis politiques étaient déjà enregistrés, IRIN 30 septembre 2003.

⁵ La nomination d'Arthur Z'Ahidi ne doit pas occulter l'extrême hétérogénéité de l'opposition politique non armée ; Mwayila Thsiyembé : Loi fondamentale pour un Etat sans Etat, *Le Monde Diplomatique*, juillet 2003.

⁶ Les représentants des partis politiques non armés suivants occupent des postes de ministres ou de vices ministres : Unafec, FCN, DCF-Cofedec, ROC, MPR-fait privé, Codep, FCI, FPC. Les deux plus anciens partis d'opposition, UDPS et PALU, ne sont pas représentés dans le gouvernement de transition, suite à des dissensions qui ont conduit à leur mise à l'écart ; PALU est représenté au Parlement mais pas l'UPDS. Etienne Tshisekedi, le chef de l'UDPS a affirmé en septembre 2003 qu'il ne s'opposerait pas au gouvernement de transition.

2.2 Problèmes dans la mise en place du gouvernement de transition

L'euphorie suscitée par l'idée du renouveau de la RDC est entre-temps retombée ; dissensions, accusations réciproques et intrigues freinent le processus de transition.⁷ En septembre 2003 encore, les représentants du RCD-Goma refusaient de faire le voyage de Kinshasa parce qu'ils craignaient pour leur sécurité. En outre, ils exigeaient une amnistie et la garantie de ne pas être jugés pour crimes de guerre. Dans le même temps, un porte-parole du gouvernement accusait des membres du RCD-Goma de fomenter une nouvelle rébellion à l'est du pays et de poursuivre la lutte armée malgré les accords. Fin mars 2004, le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan s'est déclaré préoccupé par les lenteurs du gouvernement de transition et par la méfiance persistante entre les anciennes parties au conflit. L'UE s'est elle aussi dite sceptique face aux progrès traînants du gouvernement de transition et a déploré les retards dans la mise en œuvre des objectifs, le manque de confiance et les tensions politiques.⁸

2.3 Normalisation des relations diplomatiques avec l'Ouganda et le Rwanda

Dans le cadre de la détente diplomatique entre la RDC et ses voisins, les relations diplomatiques ont repris en mars 2004 entre la RDC et le Rwanda après plusieurs années d'interruption. Alors que la représentation diplomatique de la RDC en Ouganda est demeurée ouverte en permanence, l'Ouganda avait fermé son ambassade à Kinshasa en 1998 ; celle-ci a été rouverte en avril 2004.⁹ De nouvelles tensions entre la RDC et le Rwanda ainsi qu'au sein du gouvernement de transition sont apparues en avril 2004, lorsque l'ONU a confirmé la présence de plusieurs milliers de soldats rwandais dans la province du Nord-Kivu.¹⁰

3 Situation en matière de sécurité

La situation à l'ouest de la RDC est calme mais dans les provinces orientales, surtout dans le district d'Ituri, le nord et le sud Kivu, le Katanga et Maniema, les combats entre groupes armés et les attaques contre la population civile sont encore relativement fréquents. L'est de la RDC est confronté au problème lancinant du manque de contrôle des leaders politiques et militaires sur leurs troupes ainsi que de la dissidence de certains groupes qui ne sentent pas concernés par les accords. Alors que les commandants s'enrichissent avec le

⁷ Des fusillades dans la ville de Bukavu (Sud-Kivu, est du Congo), en février 2004 ont révélé toute l'ampleur du conflit : le major Joseph Kasongo du RCD-Goma a été accusé in absentia à Kinshasa d'avoir prêté la main à l'assassinat de Laurent-Desiré Kabila et de se livrer au trafic d'armes. Après son arrestation et son transfert à Kinshasa, des tirs ont été échangés entre les troupes du commandant militaire régional de la nouvelle armée congolaise et les partisans du RCD-Goma. Celui-ci a menacé de se retirer du gouvernement de transition et sommé Kinshasa de libérer le major Kasongo. Après la relaxation de celui-ci, la population de Bukavu qui est opposé au RCD-Goma a montré son mécontentement en organisant une action de trois jours « Ville morte ». La Monuc a envoyé 3500 hommes supplémentaires pour assurer la sécurité à Bukavu ; IRIN 3 mars 2004.

⁸ Cf. IRIN 26 septembre 2003; IRIN 31 mars 2004; www.eu2004.ie, 19 mars 2004.

⁹ Cf. Rwanda and Congo Finally Restore Ties, EastAfrican 15 mars 2004; www.allafrica.com, 19 avril 2004.

¹⁰ Cf. OCHA 30 avril 2004 ; le Ministre de l'Information de la RDC, Vital Kamerhe (représentant du gouvernement précédent) a accusé le RCD-Goma de trahison pour avoir affirmé que le Rwanda n'avait pas de troupes en RDC, et dénoncé le soutien du RCD-Goma au Rwanda malgré sa participation au gouvernement de transition ; Reuters 30 avril 2004.

trafic de matières premières et d'ivoire et par le prélèvement de taxes douanières et fiscales, les soldats ne sont ni payés ni nourris mais ont carte blanche pour piller les villages et violer les femmes.

3.1 Mission de l'ONU dans la RDC (Monuc)

Depuis la fin de 1999, des troupes de l'ONU sont stationnées dans la RDC dans le cadre de la mission Monuc (*Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo*). A fin mars 2004, 11'000 soldats onusiens étaient dans le pays, dont la majeure partie dans les provinces orientales.¹¹ Au début, la population avait placé de grands espoirs dans l'engagement de la Monuc ; elle attendait que celle-ci mette fin à la violence et à l'illégalité. Mais cet espoir a progressivement cédé la place à la résignation. La Monuc est perçue en maints endroits comme un alibi coûteux, qui n'offre guère de protection à la population civile mais ne fait que rendre compte des massacres et rédiger des rapports. On critique que la plupart des soldats de la Monuc (essentiellement des Indiens, des Pakistanais et des Bengalis) ne sachent pas le français, voire même pas l'anglais (Uruguayens), et que les troupes sont trop lentes à réagir. En outre, les Uruguayens ont été accusés en septembre 2003 d'avoir volé des objets religieux dans une église de Bunia. Certains indices tendent à prouver que des membres de l'effectif asiatique de la Monuc ont profité de leur immunité diplomatique pour se livrer au trafic d'ivoire congolais.

En mai 2003, des massacres entre Hema et Lendu à Bunia (Ituri, province Orientale) se sont soldés par 350 morts, nonobstant la présence de soldats de la Monuc. L'impuissance de la Monuc, qui s'était retranchée à l'aéroport, a été ainsi amplement démontrée. Suite à la cela, l'UE a envoyé une troupe d'intervention de durée limitée, Artemis, pour mettre un terme aux massacres. Entre juin et septembre 2003, ces troupes françaises mandatées par l'ONU ont réussi à améliorer temporairement la sécurité dans la région. Mais depuis le départ d'Artemis, la situation s'est de nouveau détériorée à Bunia, bien que la Monuc ait renforcé son effectif dans ce district et l'ait mieux équipé. En juillet 2003, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé d'élargir le mandat de la Monuc, y inclus le droit d'assurer la sécurité de la population en Ituri par les armes.

3.2 Constitution d'une nouvelle armée congolaise

Un des buts du gouvernement de transition est de former une nouvelle armée congolaise à partir des différentes armées et milices opérant sur le territoire national congolais. Le 29 mai 2003, le gouvernement et les deux plus grandes armées rebelles sont convenus d'un partage du pouvoir militaire. Dans la nouvelle armée, dont le commandement suprême a été confié à un membre de l'ancien gouvernement, le RCD-Goma dirige l'armée de terre, le MLC les forces maritimes et l'ex-gouvernement l'armée de l'air.

L'intégration des différents groupes armés a débuté en décembre 2003 à Kisangani. Des officiers belges et français forment les membres de la nouvelle armée congolaise (*Forces armées de la République démocratique du Congo – FARDC*) ; à mi-mars 2004, le premier bataillon a terminé son cours d'entraînement de six semaines. Les 850 soldats formés sont des membres de l'ancienne armée congolaise, des armées rebelles et des milices. La Belgique, la France, la Grande Bretagne et les Etats-Unis soutiennent la nouvelle armée congolaise au plan du matériel. Mais en réalité, à l'est du pays, ni les FARDC ni la

¹¹ Cf. www.monuc.org.

police de Kinshasa n'ont voix au chapitre : ici, ce sont encore et toujours les rebelles qui règnent en maîtres. Dans les grands groupes rebelles MLC, RCD-Goma et RCD-ML surtout, la méfiance à l'égard de la nouvelle armée est clairement perceptible, car de nombreux commandants craignent de perdre leur poste et leur influence. Les luttes de pouvoir et la méfiance d'officiers supérieurs des armées rebelles, hier encore ennemies, ralentissent la formation de la nouvelle armée congolaise. Par contre, de nombreux combattants de Mai-Mai sortent volontairement de leur cachette pour faire enregistrer leurs armes ou les déposer et pour s'enrôler dans la nouvelle armée.

3.3 L'appareil sécuritaire de l'Etat

Selon le Département d'Etat américain¹², l'appareil sécuritaire du gouvernement de Kinshasa se compose de l'armée, de la police, des autorités de l'immigration (ces deux dernières instances sont soumises au Ministère de l'intérieur), du service secret ANR (*Agence nationale des renseignements*, compétent en matière de sécurité nationale et étrangère, y compris la surveillance des frontières), ainsi que du groupe spécial chargé d'assurer la sécurité du président GSSP (*Groupe spécial de sécurité présidentielle*), placé sous les ordres directs du Président. Le service secret militaire DEMIAP (*Détection militaire des activités anti-patrie*) a été officiellement dissout mais continue d'opérer sous le commandement du chef de ce service, qui était auparavant le chef de la DEMIAP. La police militaire a le pouvoir sur les membres de l'armée régulière mais assume également des tâches de sécurité intérieure, notamment la patrouille dans les villes. De manière générale, les organes de sécurité de la RDC sont peu disciplinés, mal formés et mal payés, voire pas payés du tout.

3.4 Sécurité dans l'ouest du pays

Dans les provinces du Bas-Congo (Kinshasa, Bandundu et Kasaï-Occidental), largement épargnées par les opérations de guerre, la situation est calme. La présence dans la capitale des vices-présidents et ministres issus des anciens mouvements rebelles met parfois cette sécurité en péril, car chaque haut fonctionnaire est entouré de gardes du corps fortement armés, pour certains peu entraînés dans le maniement des armes.¹³ Des altercations et règlements de compte entre les personnes chargées de la sécurité, à plus forte raison si elles sont sous l'emprise de l'alcool, dégénèrent régulièrement en échanges de coups de feu qui mettent également en danger des personnes civiles.¹⁴

Le 28 mars 2004, une quarantaine d'hommes armés ont tenté de prendre possession de plusieurs complexes militaires ainsi que de stations de TV et de radio à Kinshasa. Cette tentative de putsch a été maîtrisée par la garde présidentielle GSSP et les unités de police. L'hypothèse que ces attaquants étaient d'anciens combattants de l'armée du Zaïre, plus spécialement de la garde présidentielle de Mobutu (*Division spéciale présidentielle* –

¹² Cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

¹³ Cf. Le Peuple Souverain (Goma) 31 juillet 2003 : L'inflation des gardes du corps des dirigeants ex-rebelles crée l'insécurité dans la ville de Kinshasa.

¹⁴ Le 10 novembre, Hubert Olangue, officier militaire de Congo-Brazzaville accusé d'être un espion à la solde du vice-président Jean-Pierre Bemba (MLC), a été arrêté dans le Grand Hotel Kinshasa sur ordre de Joseph Kabila. Aussitôt Bemba a alarmé ses propres agents de sécurité qui libérèrent Olangue et firent prisonniers les agents de Kabila au siège administratif de Bemba. Celui-ci fut encerclé par la garde présidentielle. Des négociations ont permis d'empêcher que la situation dégénère ; François Misser : Die Misere der Milizionäre, Woz 18 décembre 2003.

DSP¹⁵), venus de Brazzaville à Kinshasa, a attisé le ressentiment contre le groupe ethnique des Ngbandi, dans lequel Mobutu recrutait son personnel de la DSP.

3.5 Sécurité dans la province Orientale

3.5.1 District d'Ituri

Après le départ des troupes ougandaises début mai 2003, les milices Lendu, alliées avec l'Ouganda, sont entrées dans la ville de Bunia. Peu après, l'UPC (dominance Hema), conduite par Thomas Lubanga et soutenue militairement par le Rwanda reprenait la ville après de violents combats. Tant les Hema que les Lendu ont procédé à des « nettoyages ethniques ». Le 3 avril 2003, les milices Lendu ont attaqué plusieurs villages dans la région de Drodro, massacrant 300 à 400 Hema.¹⁶ Le 22 mai, la Monuc dénombrait 310 cadavres mutilés dans la ville de Bunia.¹⁷ Les troupes onusiennes stationnées à l'aéroport, où s'étaient réfugié des milliers de civils, ont assisté passivement à ce massacre.

La « garde Ituri » renforcée de la Monuc, présente dans plusieurs localités importantes, n'est pas en mesure d'empêcher les tensions et les meurtres interethniques. La sécurité dans le district d'Ituri demeure précaire, surtout à l'extérieur de Bunia, les alliances entre groupes armés changeant sans cesse. Comme les parties au conflit en Ituri n'ont pas obtenu de postes dans le gouvernement de transition, elles ne se sentent pas tenues à suivre les ordres de Kinshasa. Les attaques contre des civils y demeurent monnaie courante. Selon l'ONU, ces attaques, souvent à caractère ethnique, se sont soldées par la mort d'environ 50'000 civils et la fuite d'un million de personnes entre 1998 et 2003. La région d'Ituri est riche en minerais (notamment l'or) et très fertile. Les constants litiges s'expliquent en partie par la lutte pour le contrôle des mines et de postes stratégiques (points de prélèvement de taxes routières et douanières). Au fil d'alliances changeantes et motivés par leurs intérêts propres, l'Ouganda et le Rwanda ont fourni des armes à diverses milices et attisé les rivalités ethniques entre Hema et Lendu, pour contrôler les mines d'or et avoir des alliés dans cette région frontalière d'importance stratégique. En dépit d'un embargo formel¹⁸, les armes ont continué d'affluer dans l'est de la RDC, le plus souvent par de petits avions qui atterrissent sur des pistes cachées. Les armes sont faciles à acheter et bon marché ; on peut avoir une kalachnikov pour moins de 100 dollars.

A Tchomia, à 45 km au sud-est de Bunia, de violents combats ont éclaté en novembre 2003 entre les troupes de l'UPC et de la PUSIC, alors même que la Monuc avait déclaré la région comme zone sans armes. En janvier 2004, on apprend le massacre de membres de l'ethnie des Alur, surpris par des miliciens d'un groupe de la FNI (dominance Lendu) – sur le lac Albert dans la région de Bogu.¹⁹ Par ailleurs, des troupes de la Monuc ont été attaquées à l'est de Bunia (région Nizi-Drodro-barrière Iga) par des combattants de l'UPC. Mi-janvier 2004, des milices de la FNL massacraient plus de 100 civils à Gobu au

¹⁵ Plusieurs partisans de la DSP ont fui à Brazzaville à la chute de Mobutu en mai 1997. En février 2004, ils protestèrent contre leur exclusion dans une lettre adressée au Comité international du gouvernement de transition et réclamèrent leur intégration dans la nouvelle armée congolaise ; Questions sur un putsch manqué, Jeune Afrique L'Intelligent no 2256, 4 avril 2004.

¹⁶ Cf. Ohnmacht der Uno im Osten Kongo-Kinshasas, NZZ 6 mai 2003.

¹⁷ Cf. RD Congo – Le spectre du génocide, Jeune Afrique L'Intelligent no 2211, 25 mai 2003.

¹⁸ La Résolution UNSC no 1493 du 28 juillet 2003 prononce un embargo sur les armes dans les deux Kivu ainsi qu'en Ituri.

¹⁹ Cf. Berichte über ein Massaker im Nordosten Kongo-Kinshasas, NZZ 24 janvier 2004.

nord de Bunia. En mars 2004, les écoles étaient ouvertes à Bunia et la population civile pouvait circuler relativement librement entre les différents quartiers de la ville. L'UPC, fortement présente dans la ville de Bunia, a souffert de tensions et de luttes de pouvoir intestines.

Le gouvernement congolais a tenté de prendre le contrôle administratif en Ituri en envoyant des représentants de haut rang et des forces de police à Bunia, mais sans succès jusqu'ici.²⁰ Au moins est-il qu'à l'aéroport de Bunia, les contrôles d'entrée ont été effectués correctement par les fonctionnaires congolais entre décembre 2003 et mars 2004, et les visas établis par des ambassades congolaises étaient acceptés sans commentaire.

3.5.2 En dehors du district d'Ituri

En octobre 2003, on a commencé avec le casernement des groupes. Depuis, les soldats sont un peu moins omniprésents. Cependant, quelques unités « oubliées » par leurs commandants ou qui n'ont pas été casernées faute de moyens financiers ou de loyauté, continuent d'importuner la population civile. Les plus indisciplinés seraient les membres du groupe « *Les effacez* » du RCD-N de Roger Lumbala dans la région Isiro-Wamba-Bafwasende. Sous la menace des armes, ils forcent des civils à verser des taxes ou à s'enrôler, alors même que le RCD-N est représenté dans le gouvernement de transition. La population continue d'être exposée à l'arbitraire, aux intimidations, au pillage et au chantage de ces hommes armés.

3.6 Sécurité dans le Nord et le Sud Kivu

L'engagement d'une brigade spéciale de la Monuc (brigade Kivu selon le modèle de la brigade Ituri), prévu pour fin mai 2004, devrait stabiliser la situation dans le nord et le sud Kivu. Depuis le début de l'opération de rapatriement par la Monuc en 2001 et jusqu'en octobre 2003, quelque 2500 anciens combattants des forces armées rwandaises (ex-FAR) et Interahamwe (milices hutu) ont été renvoyés au Rwanda avec leurs familles. En octobre 2003, la Monuc estimait qu'il restait toujours environ 14'000 soldats armés rwandais sur territoire congolais. En octobre 2003 également, le président Kabila déclarait qu'il ne tolérerait plus la présence de l'ex-FAR et d'Interahamwe au Congo. Auparavant, ces groupes qui avaient perpétré de nombreuses attaques contre des civils dans le nord et le sud Kivu, étaient officieusement soutenus par Kinshasa. En avril 2004, l'armée congolaise attaquait les positions de la FDLR et d'Interahamwe dans la région. Selon l'ONU, 27 rebelles ont été tués à cette occasion ; 15 villageois ont été assassinés par les hommes armés rwandais au moment de leur retraite.²¹

3.6.1 Nord-Kivu

Le Nord-Kivu est divisé en deux zones d'influence : la partie septentrionale, contrôlée par le RCD-ML et son gouverneur Eric Paluku, et la partie méridionale, en mains du RCD-Goma, gouvernée par Eugene Serufuli. Après de violents combats entre les deux groupes de rebelles en automne 2003, les gouverneurs se sont rencontrés début novem-

²⁰ Comme signe de la reprise de l'autorité étatique en Ituri, Kinshasa a envoyé 500 officiers de police à Bunia en mai 2003. Mais il s'est rapidement avéré que ces officiers soutenaient des milices au lieu de mettre un terme aux violences. Aussi, la Monuc a exigé leur retrait, IRIN 22 septembre 2003.

²¹ Cf. IRIN 17 octobre 2003 ; IRIN 27 avril 2004.

bre 2003. Suite à cette rencontre, ils ont annoncé leur intention d'oublier leur rivalité et de coopérer à l'avenir.

En décembre 2003, la région de Lubero a été le théâtre de pillages et d'attaques contre la population civile. A Lutwegi, lors d'attaques de milices inconnues, 25 villageois ont été tués à la machette en avril 2004, pour la plupart des femmes et des enfants, et 150 cases ont été brûlées. En avril 2004 toujours, des civils ont fui les combats entre la FDLR et Mai-Mai, dans la région de Masisi et Lubero, pour se réfugier dans la ville de Butembo. Des massacres et des pillages ont également été signalés dans la région de Rutshuru. Des militaires non payés ont érigé des barricades sur des routes importantes (p. ex. Beni-Butembo, Beni-Kasindi) pour piller les marchandises transportées. Dans la ville de Goma, des hommes en uniforme arrêtent des passants dans la rue dès la tombée de la nuit et exigent de l'argent ou des marchandises sous la menace d'une armée, puis souvent les tuent.²²

3.6.2 Sud-Kivu

En dehors des grandes villes, le risque est grand d'être attaqués par Mai-Mai ou des milices Hutu. A Bukavu, la situation demeure tendue. En février, la lutte de pouvoir entre les représentants de la nouvelle armée congolaise et les hommes armés du RCD-Goma a débouché sur des fusillades. Des habitants de Bukavu rapportent les tentatives réitérées du Rwanda de déstabiliser la région en faveur de son allié RCD-Goma.

En octobre 2003, à 30 km au nord d'Uvira, 16 civils ont été tués par des hommes armés que l'on présume venus du Burundi, et en novembre 2003, des combats dans la région de Ngando ont contraint des milliers de civils à fuir. Interahamwe sème la terreur sur le haut-plateau de Ruzizi avec des attaques et des meurtres.²³ Divers groupes armés s'attaquent aux voyageurs. 19'000 réfugiés du Burundi luttent à côté de la population du Sud-Kivu pour les maigres ressources, et les rebelles burundais mènent des incursions fréquentes dans la province. En avril 2003, des réfugiés congolais au Burundi sont rentrés dans le Sud-Kivu après que le Burundi eut annoncé son intention de fermer les centres de transit proches de la frontière.²⁴

3.7 Sécurité dans la province de Maniema

Depuis novembre 2003, des combattants de Mai-Mai sortent des forêts de la province de Maniema dans l'espoir d'être désarmés et réintégrés dans la société ou recrutés dans la nouvelle armée congolaise. Entre décembre 2003 et février 2004, 1823 volontaires ont été désarmés et renvoyés à la vie civile.²⁵ A Kindu, 400 hommes ont déposé les armes en mars 2004. Si le désarmement des combattants Mai-Mai et leur réintégration réussissaient, la sécurité dans la région s'en trouverait grandement améliorée. Mais dans les faits, le désarmement se fait sans plan concret. Plusieurs milliers de guerriers Mai-Mai arrivés jusqu'aux abords des grandes villes sont frustrés par les promesses creuses, le manque de logements et de nourriture.²⁶ Alors que les enfants soldats sont pris en charge par les organi-

²² Cf. IRIN 11 décembre 2003 ; IRIN 12 avril 2004; OCHA 16 avril 2004, OCHA 22 avril 2004.

²³ Cf. IRIN 13 octobre 2003; OCHA 22 avril 2004.

²⁴ Cf. OCHA 22 avril 2004.

²⁵ Cf. IRIN 13 janvier 2004 ; OCHA 4 mars 2004.

²⁶ En décembre 2003, des combattants de Mai-Mai sont arrivés à Kindu : ils avaient entendu dire que chaque personne qui s'enrôlait dans la nouvelle armée congolaise recevait 100 dollars, et 200 dollars pour déposer

sations d'entraide, les adultes ne reçoivent aucun soutien pour se réinsérer dans la vie civile. A moins que la formation de la nouvelle armée et la démobilisation des combattants Mai-Mai ne soient mieux organisées et menées plus rapidement, le risque est grand de voir Mai-Mai reprendre les armes et se retirer dans les forêts. Déjà, la forte présence de soldats Mai-Mai armés à proximité des villes distille un climat d'insécurité. A Lubutu, après avoir attendu en vain leur désarmement en avril 2004, des combattants de Mai-Mai sont retournés dans leur cachette d'où ils attaquent à nouveau la population civile.²⁷

3.8 Sécurité dans la province du Katanga

Divers groupes du mouvement Mai-Mai continuent de perpétrer des attaques contre des civils. Entre janvier et mars 2004, dans la région de Kitenge dans le nord du Katanga, ces attaques réitérées ont mis en fuite des milliers de villageois. En février 2004, 30 civils ont été tués lors d'accrochages entre deux groupes Mai-Mai rivaux, sans compter les cas de torture, de viols et de mutilations. En mars 2004, près de 10'000 civils de la région de Kabalo, réfugiés dans la forêt pour échapper aux violences, n'avaient plus accès à l'aide humanitaire. Selon le HCR, plus de 1000 Congolais de la région de Pweto-Kasenga ont fui les violences pour se réfugier dans la proche Zambie en avril 2004. Dans la région de Manono également, la population a été terrorisée par Mai-Mai en avril 2004. La Monuc a rapporté des cas de cannibalisme, d'exécutions et de recrutement d'enfants. Parmi les nombreux déplacés qui avaient cherché refuge à l'hôpital de Manono, beaucoup étaient sous-alimentés.²⁸

3.9 Sécurité dans la province Equateur

Si les combats armés ont cessé dans la province, des soldats non payés et indisciplinés et des hommes armés continuent de s'en prendre à la population, de violer les femmes et les filles.²⁹ Nous n'avons pas de rapports détaillés sur cette province difficilement accessible, où les organisations civiles et les médias sont pratiquement inexistants.

les armes. Ces Mai-Mai qui portaient des armes lourdes, sont repartis déçus. Ils ont érigé des barricades sur les routes et rançonné les passants ; OCHA 26 décembre 2003.

²⁷ Cf. OCHA 31 mars 2004 ; OCHA 22 avril 2004.

²⁸ Cf. IRIN 4 mars 2004 ; OCHA 4 mars 2004 ; OCHA 18 mars 2004 ; IRIN 5 avril 2004 ; OCHA 22 avril 2004.

²⁹ Cf. OCHA 11 mars 2004.

4 Le système judiciaire

4.1 Le système judiciaire de la RDC

La justice congolaise s'inspire du modèle belge. En principe, la défense est reconnue à tous les niveaux de la procédure. Les accusés ont le droit de faire appel, sauf dans les cas concernant la sécurité de l'Etat, les attaques à main armée et la contrebande. Mais ces principes ne sont pas respectés dans la pratique. La constitution congolaise garantit une justice impartiale. Dans les faits toutefois, comme l'affirme le Département d'Etat américain³⁰, le système judiciaire est sous-financé, inefficace et sujet à la corruption et aux prises d'influence, ce qui entrave une jurisprudence correcte. Aussi bien à l'ouest qu'à l'est du pays, des personnes nanties et influentes utilisent leur position pour influencer les tribunaux en leur faveur. Sur ordre de l'Etat, des tribunaux militaires jugent des militaires et des civils et ne connaissent pas l'appel. Sous la pression internationale, le président a fermé la *Cour d'ordre militaire (COM)* par décret, en avril 2003, une cour qui s'était rendue tristement célèbre pour ses condamnations arbitraires de politiciens, de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme. Cela dit, les groupes actifs politiquement continuent d'être condamnés sans procès correct par la *Cour de Sûreté de l'Etat*. Bref, dans de vastes parties de la RDC, ce n'est pas justice mais la loi de la jungle qui règne. Entre fin octobre 2003 et début janvier 2004, 1700 juges de tout le pays ont fait la grève, réclamant un meilleur salaire (actuellement 15 à 40 dollars par mois, mais souvent avec des retards de plusieurs mois) et de meilleures conditions de travail.³¹

4.2 Le fonctionnement de la justice dans l'est du pays

Malgré la mise en place du gouvernement de transition en juin 2003, les pouvoirs publics demeurent limités dans les territoires précédemment sous la coupe de rebelles. Dans « leurs » régions, les différents groupes de rebelles continuent de contrôler l'économie mais aussi la justice, souvent dans un piteux état. De nombreux tribunaux ne fonctionnent plus. En outre, l'état désastreux des routes entrave le transfert des accusés et des témoins dans les tribunaux des grandes villes. Des membres d'organisations rebelles et des personnes influentes profitent du système judiciaire corrompu pour faire arrêter des gens sous de fausses accusations ou leur extorquer de l'argent ou des biens.³² La population civile souffre de cet arbitraire. Les exécutions sans procédure judiciaire sont monnaie courante et la justice populaire très répandue. Les longues années de guerre, l'absence d'une justice indépendante et la militarisation de la population ont pour conséquence que les litiges sont souvent résolus par la violence des armes. Ces règlements de compte (notamment pour des questions de terre) peuvent dégénérer en conflits ethniques.

Au début de 2004, la Monuc a offert de prendre en charge les coûts d'entretien des juges envoyés à Bunia par Kinshasa et de leur payer un salaire relativement plus élevé comparé aux salaires en usage au Congo. Cinq juges et deux procureurs ont été nommés le 30 jan-

³⁰ Cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

³¹ Cf. Human Rights Watch (HRW) : Democratic Republic of the Congo, janvier 2004 ; IRIN 6 janvier 2004.

³² Cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

vier à Bunia. Ils traitent les cas de prisonniers actuellement détenus par la Monuc, la prison de Bunia n'étant pas opérationnelle.³³

4.3 La culture de l'impunité

Depuis le début des conflits en 1996, une culture de l'impunité s'est répandue dans la RDC : les commandants des mouvements de rebelles et des groupes armés n'ont pas eu à répondre de leur actes. Le fait que les « seigneurs de guerre » Jean-Pierre Bemba (MLC), Azarias Ruberwa (RCD-Goma), Mbusa Nyamwisi (RCD-ML), Roger Lumbala (RCD-N) et Joseph Padiri (Mai-Mai), coupables de graves violations des droits de l'homme, soient depuis juin 2003 vices-présidents, ministres et commandant de la nouvelle armée congolaise (Padiri) respectivement, suscite méfiance et colère au sein de la population. Tant que les coupables ne sont pas condamnés et se profilent comme des diplomates de haut niveau, le gouvernement de transition ne pourra gagner la confiance de la population.³⁴ Nombreux sont ceux qui estiment que la place des anciens fonctionnaires des organisations de rebelles est en prison. La politique actuelle – oublier dans un premier temps la question de la punition des crimes de guerre et former un gouvernement de transition avec les groupes armés – est loin de faire l'unanimité.³⁵ La Belgique, ancienne puissance coloniale au Congo, appuie cette politique, estimant que la formation d'un gouvernement transitoire est une priorité absolue. De son côté, le Conseil de sécurité de l'ONU soutient haut et fort que tous les représentants qui veulent jouer un rôle politique dans la RDC doivent s'engager à respecter les droits de l'homme et les conventions internationales, et qu'il faut mettre un terme à l'impunité dans la RDC.³⁶

Quoiqu'il en soit, le gouvernement congolais ne pourra pas à long terme éviter le problème des violations des droits de l'homme. En avril 2004, le président Kabila a demandé à la Cour Internationale de Justice (*International Criminal Court – ICC*) de la Haye d'enquêter sur les crimes contre l'humanité en RDC et a assuré cette instance de son entière coopération. L'ICC a fait des violations des droits de l'homme en RDC, plus spécialement en Ituri, sa priorité et prévoit de démarrer les travaux correspondants dans le courant de 2004.

5 Droits de l'homme

Pendant les conflits armés qui ont sévi pendant de nombreuses années en RDC et plus spécialement dans l'est et le nord-est du pays, d'innombrables violations des droits de l'homme ont été commises. Depuis le milieu de 2003, les Congolais peuvent à nouveau circuler librement sur tout le territoire national. Comparé à ce qui était le cas les années précédentes, les frontières des zones d'influence des différents groupes de rebelles ne sont plus un obstacle. Tous les postes frontières acceptent les visas et les documents de voyages établis par les ambassades congolaises, et le drapeau congolais (bleu avec des étoiles

³³ Cf. Africa Initiative Programme (AIP) Ituri Update janvier 2004.

³⁴ Plusieurs officiers du RCD-Goma, accusés d'avoir participé aux massacres de Kisangani en mai 2002, ont été promus à des fonctions dirigeantes dans la nouvelle armée congolaise en août 2003 ; IRIN 19 septembre 2003.

³⁵ Un représentant de haut rang du RCD-Goma, Eugene Serufuli, a dit à ce propos : « We believe that it is now time to forget all that has happened and to begin to rebuild our country » ; interview avec IRIN, 24 octobre 2003.

³⁶ Cf. Interview avec le Ministre belge des affaires étrangères Louis Michel dans Jeune Afrique L'Intelligent no 2233, 26 octobre 2003 ; UN Security Council Resolution 1468, 20 mars 2003.

jaunes) est reconnu comme drapeau national dans tout le pays. Cela dit, mal payés ou pas payés du tout, les garde-frontières prélèvent souvent des taxes d'entrée, de timbres et des « émoluments de service » pour avoir un revenu.³⁷ Et de nombreuses violations des droits de l'homme de toutes sortes demeurent à l'ordre du jour.

5.1 Situation à l'ouest

Selon le Département d'Etat américain³⁸, en dépit de certaines améliorations, les meurtres, tortures, chantages, viols, pillages, confiscations illicites de biens et autres crimes de la part des autorités chargées de la sécurité demeurent largement répandus dans l'ouest de la RDC et restent généralement sans conséquence pour les coupables. Malgré les tentatives de sensibiliser les organes de sécurité de l'Etat aux questions des droits de l'homme, la situation demeure sombre. La torture de détenus au moment de leur arrestation et des interrogatoires et la torture de prisonniers demeurent fréquentes et les conditions de détention dures et dangereuses. La détention préventive est sans cesse prolongée : en 2003, dans la prison de Makala à Kinshasa, moins de 20 pourcent des détenus avaient été condamnés ou étaient sous le coup d'une accusation, et on a également connaissance de cas de prisonniers qui n'ont pas été relâchés après l'exécution de leur peine. Alors que les conditions se sont quelque peu améliorées dans les grandes prisons, la situation dans les petites prisons, légales et illégales, peut être qualifiée de très dangereuse, notamment en raison de maladies infectieuses, comme la tuberculose.³⁹ Malgré l'ordre donné en septembre 2001 de fermer toutes les prisons illégales, des organes de sécurité comme l'ANR et le DEMIAP ont maintenu de tels établissements où les prisonniers sont systématiquement maltraités, torturés et abusés. Les visites d'avocats et de membres de la famille sont régulièrement empêchées. Le gouvernement a réduit la liberté de presse et de réunion, quoique de manière moins drastique que dans les années précédentes.⁴⁰

5.2 Situation à l'est

Dans l'est de la RDC, en dépit d'une légère amélioration de la situation, les violations des droits de l'homme demeurent un sujet préoccupant. Rebelles, Mai-Mai, milices Hutu et autres groupes armés ont perpétré maintes atrocités contre des civils sans devoir répondre de ces actes. Meurtres, destruction de villages entiers, enlèvements, tortures, viols, mutilations, pillages, chantage, enrôlement forcé d'enfants, etc. sont répandus. Mai-Mai et milices Hutu confisquent régulièrement des propriétés privées et pillent des maisons pour s'approvisionner. Dans les provinces orientales, les partisans de RCD-Goma soupçonnent souvent la population de collaborer avec Mai-Mai ou les milices Hutu. Lorsque les hommes armés ne trouvent pas les personnes qu'ils cherchent, ils arrêtent et maltraitent les membres de leur famille.⁴¹ Arrestations arbitraires et mauvais traitements de personnes mal vues par les pouvoirs locaux sont courants. Plus spécialement les adeptes d'organisations de défense des droits de l'homme, les journalistes, les membres d'autres partis et les commerçants, qui refusent de faire cause commune avec les détenteurs de pouvoir, sont en butte à toutes sortes de vexations et de violences. Les condi-

³⁷ Généralement, des montants de un à dix dollars.

³⁸ Cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

³⁹ En 2003, 69 détenus sont morts dans la prison de Makala pour cause de mauvaises conditions de détention, sous-alimentation, maladies et mauvais traitements ; US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

⁴⁰ Cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

⁴¹ Cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

tions de détention sont dures et dangereuses, surtout dans les redoutées prisons souterraines.⁴² Souvent les prisonniers croupissent dans des locaux sans lumière ni aération. RCD-Goma a coutume de déplacer sans cesse les prisonniers, de sorte que les proches sont dans l'impossibilité de leur rendre visite et de rester en contact avec eux. La liberté de presse et de réunion est fortement limitée.⁴³

Alors que le pillage des ressources naturelles de la RDC par les armées rwandaise et ougandaise a été documentée par diverses commissions d'enquête et a suscité de vives réactions internationales, les violations des droits de l'homme par les groupes armés congolais n'ont eu droit qu'à peu de publicité. Un état de fait que la population locale comprend d'autant moins que les pires exactions ont été commises et le sont encore par des milices congolaises.

5.3 Les groupes ethniques

Les groupes ethniques suivants sont victimes d'attaques à caractère ethnique :

Hema (et Alur) / Lendu (et Ngiti) : le district d'Ituri est le théâtre de luttes pour le pouvoir entre groupes armés à dominance ethnique Hema et Lendu respectivement. Tant les Hema que les Lendu pratiquent le nettoyage ethnique et détruisent des villages entiers. En Ituri, où la plupart des groupes armés recrutent leurs combattants le long des lignes ethniques, le refus de prendre les armes peut être interprété comme un manque de loyauté, voire comme le soutien à des organisations ennemies, ce qui peut mener à des mauvais traitements pouvant aller jusqu'à l'exécution. Les Alur, initialement neutres dans le conflit opposant Hema et Lendu, se sont entre-temps ralliés aux Hema et sont dès lors en butte aux attaques des Lendu. Les Ngiti de leur côté se sont alliés aux Lendu.

Banyamulenge / Banyarwanda (Tutsi / population parlant le Kinyarwanda) : Les personnes d'ethnie Tutsi vivant dans les provinces de Kivu ressentent la méfiance fortement ancrée de larges couches de la population à l'égard des Rwandais dans la RDC. Tout spécialement dans les territoires contrôlés par le RCD-Goma, les termes de « Rwandais », RCD-Goma, Tutsis et Banyamulenge sont assimilés à l'ennemi. Suite à des tensions politiques à Bukavu en mars 2004, les ressentiments envers les Banyamulenge dans le Sud-Kivu ont augmenté, sans toutefois qu'il y ait eu des morts à déplorer. Selon l'évolution de la situation politique et le comportement du Rwanda (qui envoie encore régulièrement des troupes dans cette région frontalière), les membres de ces ethnies deviennent des victimes d'abus. Dans la partie occidentale de la RDC, la situation des Tutsi s'est améliorée ; Enock Sebinezwa, représentant de l'union Banyamulenge, est rentré à Kinshasa en août 2003 après avoir fui en juillet 2002 pour des raisons de sécurité.⁴⁴

Ngbandi : après la tentative de putsch avortée à Kinshasa, le 28 mars 2004, mise à charge des anciens partisans DSP du régime de Mobutu qui avaient fui à Brazzaville (République du Congo) après la chute de celui-ci, les attaques et arrestations de Ngbandi se sont multi-

⁴² Dans les prisons souterraines du RCD-Goma et de l'UPC, la grandeur des cellules est de 0,6-1,2 m de surface et de 0,6 m de hauteur pour une personne ; de 4,5 x 4,5 m de surface et de 1,5 m de hauteur pour plusieurs prisonniers. Les prisonniers n'ont pas d'eau potable, de toilettes, de médicaments ; US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

⁴³ Cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

⁴⁴ Cf. OCHA 11 mars 2004 ; US Department of State, DRC, 25 février 2004.

pliées à Kinshasa. Comme la plupart des partisans de la DSP étaient recrutées dans cette ethnie, les Ngbandi continuent d'être traités avec méfiance.⁴⁵

Pygmées : depuis 2003, on n'a plus eu connaissance d'actes de cannibalisme perpétrés sur la minorité des Pygmées ; ce groupe de population marginalisé est toujours exclu de tout pouvoir et droits politiques et continue d'être exposé aux exactions des Bantous.

5.4 Les femmes et les filles

La violence sexuelle envers les femmes et les filles est encore très répandue, surtout dans l'est du pays. Depuis des années, le viol est systématiquement utilisé comme moyen d'intimidation et d'humiliation de la population.⁴⁶ Viols de masse, viols de mères sous les yeux de leurs enfants, viols d'enfants en présence des parents, et mutilation des femmes et des filles violées avec des couteaux, des crosses de fusil et d'autres objets. Après ces actes odieux, les victimes vivent souvent à l'écart, craignant d'en parler par peur de la stigmatisation sociale. Elles sont rejetées, mises au ban, abandonnées par leur mari, sans compter leurs souffrances physiques et psychiques. Dans la région contrôlée par RCD-Goma, on rapporte que les filles ne vont plus à l'école par peur d'être violées en chemin par des militaires. Le viol est une des causes essentielles de la rapide propagation du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles dans l'est de la RDC. La plupart des personnes touchées ne bénéficient ni d'un traitement médical ni d'un encadrement psychologique. Début décembre 2003, des unités de la Monuc ont, selon leur propre dire, libéré 34 esclaves sexuelles détenues et abusées par des groupes armés dans la région de Djugu, à 60 km au nord-ouest de Bunia. En avril 2004, l'ONU a rapporté que des femmes et des filles étaient détenues comme esclaves sexuelles à Nyankunde (région de Bunia). Les coupables peuvent compter sur l'impunité. Au milieu de 2003, les organisations d'aide ont commencé à offrir de l'aide aux femmes et aux filles abusées sexuellement. Entre août 2003 et février 2004, l'organisation Coopi a reçu à ce titre 1558 victimes de violence sexuelle.⁴⁷

5.5 Les enfants soldats

Tous les groupes armés recrutent des garçons et des filles, surtout pour en faire des enfants soldats. Selon Amnesty International⁴⁸, l'armée congolaise n'en recrute plus. Le gouvernement coopère avec l'Unicef pour démobiliser les enfants soldats⁴⁹ de leurs rangs.⁵⁰

Dans l'est de la RDC, diverses armées rebelles ont perdu des forces après le retrait des troupes alliées rwandaises et ougandaise, ce pourquoi Amnesty International⁵¹ présume qu'en 2003, on a encore recruté davantage d'enfants soldats. La population craint les *Kadogos*, comme on les appelle, encore plus que les adultes, parce qu'on ne peut pas négocier avec eux et que tuer est considéré comme un jeu par bon nombre d'entre eux. Les en-

⁴⁵ Cf. IRIN 13 avril 2004.

⁴⁶ Cf. Médecins sans frontières (MSF) : I have no joy, no peace of mind. Medical, psychosocial, and socio-economic consequences of sexual violence in eastern DRC, 1 avril 2004.

⁴⁷ Cf. IRIN 4 décembre 2003 ; US Department of State, 25 février 2004 ; OCHA 16 avril 2004 ; OCHA 4 mars 2004.

⁴⁸ Cf. Amnesty International (AI) : Democratic Republic of Congo : Children at war, 9 septembre 2003.

⁴⁹ En 1996 et 1997, des milliers d'enfants ont été recruté par l'AFDL pour marcher sur Kinshasa sous le commandement de Laurent Kabila, père du président actuel.

⁵⁰ Cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

⁵¹ Cf. Amnesty International (AI) : Democratic Republic of Congo : Children at war, 9 septembre 2003.

fants soldats sont faciles à manipuler, témoignent d'une loyauté indéfectible et ne se rendent pas compte des conséquences de leurs actes. En outre, de nombreux *Kadogos* sont désinhibés avec de l'alcool et des drogues. Dans les camps d'entraînement, notamment sur l'île d'Idjwi dans le lac Kivu (dirigé par RCD-Goma), les enfants soldats sont entraînés au maniement des armes et endoctrinés. Certains *Kadogos* sont affectés au service des commandants comme gardes du corps, d'autres portent les armes, la munition et la nourriture pour les supérieurs, ou le butin des pillages. Les filles sont exposées aux abus sexuels.

Les enfants soldats sont recrutés de force ou se joignent volontairement aux troupes. Des cas de recrutement forcé d'écoliers par le RCD-Goma sont connus dans le Nord-Kivu ; suite à cela, des parents ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école. Parmi les recrues volontaires, on dénombre surtout des orphelins à la recherche d'une « famille de remplacement », mais aussi pour des questions de statut ou suite à la propagande menée par les recruteurs. En Ituri et dans les deux Kivu, les enfants sont encouragés à défendre ou à venger « leur famille » et « leur ethnie » (p. ex. dans le conflit entre Hema et Lendu). Cédant à la pression de l'opinion internationale, le RCD-Goma et le RCD-ML ont commencé à démobiliser les enfants. Mais en même temps de nouveaux enfants ont été recrutés et nous avons connaissance de cas d'enfants démobilisés et rentrés chez eux qui ont été à nouveau recrutés de force. Il arrive aussi que des jeunes hommes de plus 18 ans soient forcés de se joindre aux rebelles. Il s'agit alors surtout d'hommes ayant des qualités spécifiques (bonne formation, position influente, bonne connaissance du terrain, connaissance de plusieurs langues).

5.6 Les enfants sorciers

La guerre dans la RDC a eu pour effet, entre autres malheurs, une augmentation des accusations de sorcellerie contre des enfants (enfants sorciers). La croyance dans la sorcellerie est très répandue dans la société congolaise. Effondrement des structures sociales, propagation du sida, dénuement – autant d'éléments qui contribuent au besoin de trouver des coupables ; les « enfants sorciers » sont des boucs émissaires tout désignés. Harangues par des prédicateurs prêchant l'éradication des causes de tous ces maux, des parents maltraitent eux-mêmes leurs enfants ou laissent les prédicateurs le faire (p. ex. les forcer à ingurgiter des substances corrosives) dans l'idée d'exorciser les enfants. Lorsque ceux-ci survivent à ces violences, ils sont rejetés par leur famille et se retrouvent à la rue, se prostituent ou deviennent des enfants soldats. Nous avons un cas documenté d'une fille de 13 ans accusée de sorcellerie à Mbandaka, retenue prisonnière et maltraitée pendant plusieurs jours avec l'accord de sa propre famille, avant d'être promise au bûcher.⁵² Les parents désignent eux-mêmes les enfants ; officiellement, il devrait s'agir de soi-disant « enfants sorciers » mais souvent le 'choix' se porte sur les enfants les moins « utiles », qui sont à charge, soit les enfants sans formation scolaire, les filles, les handicapés.

5.7 Journalistes

Officiellement, la RDC connaît la liberté de presse et de parole mais selon le Département d'Etat américain, près de 50 cas d'arrestation, d'attaques et de maltraitance de journalistes par les forces de sécurité ont été documentés en 2003. Avec 67 attaques enregistrées contre la liberté de presse, l'organisation congolaise *Journalistes en Danger (JED)* a constaté un léger mieux en 2003. JED a réclamé l'abolition de la législation sévère, notamment en ce qui concerne les critiques formulées à l'encontre des autorités. La loi sur la presse de

⁵² Cf. OCHA 16 avril 2004.

1996 stipule que les journalistes peuvent être condamnés à mort s'ils publient des informations pouvant être considérées comme violant le secret militaire, mais sans donner de définition précise ce qui laisse évidemment une large marge d'appréciation pour agir contre les journalistes. Généralement, on reproche aux journalistes arrêtés d'avoir mis en danger la sécurité de l'Etat ou d'avoir outragé les forces de l'ordre. En janvier 2004, neuf employés de la *Radio-Télévision Nationale Congolaise (RTNC)* ont été arrêtés pour calomnie, sur ordre d'un ancien ministre. En mars 2004, l'éditeur congolais d'un magazine satirique à Kinshasa a été arrêté et relâché après dix jours de détention. Il avait dénoncé un ministre d'être impliqué dans une affaire de corruption.⁵³

Dans l'est de la RDC, les journalistes travaillent dans des conditions particulièrement difficiles et doivent craindre des représailles de la part des dirigeants locaux. En mars 2004, le journaliste Nicaise Kibel'Bel Oka a été arrêté après qu'il eut été plusieurs fois menacé de mort pour avoir mis au jour les agissements illégaux de fonctionnaires du RCD-ML.

5.8 Activistes des droits de l'homme, militants politiques

La constitution du gouvernement de transition garantit la liberté de réunion. Mais dans les faits, selon le Department of State des Etats-Unis⁵⁴, le maintien de l'ordre public passe avant ce droit fondamental. Ainsi, tous les organisateurs doivent informer les autorités municipales au sujet des manifestations publiques, et les partis politiques annoncer leurs conférences de presse. Prétextant la mise en péril de la sûreté de l'Etat, les organes chargés de la sécurité agissent arbitrairement contre des personnes, plus particulièrement envers les partisans du parti d'opposition UPDS qui n'est pas représenté dans le gouvernement de transition. En août 2003, un membre de l'UPDS a succombé à ses blessures infligées lors d'une manifestation qui avait été violemment dissoute par la police. Deux autres membres de l'UPDS ont été arrêtés pendant l'enterrement et battus en détention.

Dans les régions orientales, les forces locales au pouvoir ne tolèrent aucune opposition politique ni activisme des droits de l'homme. Bien que les anciens mouvements rebelles agissent en tant que partis politiques, ils n'acceptent pas de détracteurs politiques dans leur sphère d'influence. Les défenseurs des droits de l'homme sont régulièrement intimidés et empêchés de témoigner de la situation. Les collaborateurs de groupes civils qui s'engagent en faveur de la démobilisation des enfants soldats ont été menacés par des officiers du RCD-Goma et accusés de collaborer avec l'ennemi.

6 La situation humanitaire et socio-économique

Dans la RDC, l'agriculture d'auto-provisionnement domine. S'y ajoute un grand secteur informel. Selon les estimations de la Banque mondiale, 80 pourcent de la population vit avec moins d'un demi-dollar par jour.⁵⁵ L'inflation a pu être ramenée de 512 pourcent en 2000 et 135,1 pourcent en 2001, à 15,8 pourcent en 2002 et 6 pourcent en 2003.⁵⁶ L'infrastructure, indispensable pour un essor économique (routes, trafic fluvial, transport sûr

⁵³ Cf. US Department of State, 25 février 2004 ; www.jed-congo.org; IRIN 11 décembre 2003, 8 janvier 2004, 30 mars 2004.

⁵⁴ Cf. US Department of State, 25 février 2004.

⁵⁵ Cf. US Department of State, Country Report on Human Rights Practices DRC, 25 février 2004.

⁵⁶ Cf. RD Congo. Le diagnostic du Dr Annan, Jeune Afrique L'Intelligent no 2232, 19 octobre 2003.

d'armes et d'argent), est dans un état lamentable. De rapides progrès ont été réalisés dans le seul secteur des télécommunications, avec le développement de plusieurs réseaux de téléphonie mobile. Les communications entre les grandes villes du pays sont possibles sans problèmes. En juillet 2003, après cinq ans d'interruption, le trafic fluvial entre Kinshasa et Kisangani (Orientale) sur le fleuve Congo a repris, une étape importante pour l'approvisionnement de l'intérieur du pays en biens de Kinshasa (et l'approvisionnement de Kinshasa en produit agricoles de l'est). Le petit nombre de bateaux en état de naviguer, le manque d'entretien des trajets (bancs de sable), des installations portuaires détruites et de fréquents accidents continuent de compromettre les transports par voie d'eau. Vu l'état catastrophique des routes et des chemins de fer et la cherté du carburant, l'avion est le seul moyen de transport sûr pour les grandes distances. De nombreux vols assurent à nouveau la liaison entre les provinces orientales et la capitale.

6.1 La situation dans l'est de la RDC

Les années de guerre à l'est du pays, et partant, l'effondrement du commerce, des structures de la société et des normes sociales, ont entraîné un taux de chômage élevé et une grande pauvreté. Pendant la guerre, exercer un travail honnête était mal récompensé : pas de paie et des pillages. Qui ne participait pas aux agissements et affaires des groupes armés ou ne s'appropriait pas les biens d'autrui sous la menace des armes est pauvre aujourd'hui. Les structures familiales et sociales, pourtant traditionnellement fortes, ne sont plus en mesure de porter le fardeau de la pauvreté.

Le sida qui s'est répandu suite au viol systématique des femmes et des filles par les hommes armés et faute de protection (pas d'accès au préservatif ou pas d'argent pour en acheter) est devenu un problème majeur. Dans l'est du pays, on estime qu'un cinquième de la population est porteur du VIH.⁵⁷ Selon l'ONU, 80 pourcent des infrastructures médicales ont été pillées ou détruites dans la province de Maniema. La sous-alimentation, des enfants surtout, est très répandue dans le Nord et le Sud-Kivu, Maniema, Katanga, Orientale et Equateur. L'insécurité, les déplacements, les pillages de récoltes et la destruction des champs par le feu par les groupes armés y ont largement contribué. Dans les régions où les paysans ont été constamment victimes de pillages, on ne cultive plus que de petites surfaces, alors même que les provinces du Kivu sont traditionnellement le grenier de la RDC. Le sol volcanique est fertile et le climat équilibré idéal pour la culture de légumes, de céréales et de fruits. Mais même si la région est pacifiée, la présence de mines, en Ituri surtout, constituera longtemps encore un danger pour la population.⁵⁸

L'économie des régions dominées par le RCD-Goma est orientée vers le Rwanda alors que dans les régions du nord-est, le commerce se fait surtout avec et par l'Ouganda. Depuis janvier 2004, les autorités ougandaises interdisent les vols directs avec la RDC ce qui a mis l'éténoir sur les échanges et provoqué une augmentation massive des prix de biens comme le sel et le savon dans les provinces de l'est du pays (Orientale, Equateur, Nord-Kivu). Entre les villes commerçantes de Butembo et de Beni et l'arrière-pays (axe Mambasa-Bafwasende-Wamba-Isiro, et Bafwasende-Kisangani), les échanges commerciaux ont repris à la fin de 2003 – à bicyclette. Les vélotransporteurs qui acheminent souvent plus de 100 kg de marchandises sur des centaines de kilomètres sont d'une importance capi-

⁵⁷ Cf. IRIN 5 novembre 2003 ; l'idée que des rapports sexuels avec des vierges rendent invulnérable, voire guérissent du VIH est largement répandue, induisant la propagation du VIH dans la population des jeunes filles.

⁵⁸ Cf. OCHA 2 janvier 2004 ; OCHA 16 avril 2004 ; www.mineaction.ch.

tale pour l'économie régionale et fonctionnent également comme courroie de transmission pour le courrier et les informations. Sans compter que le nombre et la fréquence des vélotransports renseignent sur la sécurité de certains trajets.

Alors que dans les provinces Orientale et du Nord et Sud-Kivu, à la frontière de l'Ouganda et du Rwanda, les échanges commerciaux vont bon train, le commerce et le trafic sont pratiquement inexistant dans la province reculée d'Equateur. Par endroits, la population est tellement pauvre qu'elle n'a pas de quoi se vêtir. Selon l'ONU, en avril 2004, quelque 8000 déplacés internes vivaient cachés dans la forêt dans la région de Yakoma ; n'ayant pas d'habits, ils n'osent pas retourner dans leurs villages. La sous-alimentation, des enfants en particulier, est largement répandue.⁵⁹ Dans le nord de la province Equateur surtout, l'infrastructure est si précaire que les informations sur la situation ne filtrent que sporadiquement vers l'extérieur.

6.2 Les déplacés internes

En août 2003, l'ONU estimait à 3,4 millions le nombre de déplacés internes (*Internally Displaced People – IDP*). Les sanglants combats et massacres de mai et juin 2003 à Bunia ont eu pour effet une forte augmentation des déplacés internes, notamment dans le Nord-Kivu, où sont venus se réfugier bon nombre d'habitants de Bunia. Par les forts liens sociaux, de nombreux déplacés ont été accueillis par des gens de la parenté et des connaissances. Mais cette charge supplémentaire a fortement pesé sur ces familles et le réseau social n'est depuis longtemps plus en mesure d'accueillir des IDP. Les déplacés internes qui ont cherché refuge dans la forêt ont été coupés de tout approvisionnement en vivres, en médicaments et en informations.

L'amélioration de la situation en matière de sécurité a incité de nombreux déplacés internes à rentrer chez eux. Ainsi, trois quarts des habitants de la région de Walikale dans le Nord-Kivu sont rentrés en 2003.⁶⁰ En automne 2003, 25'000 civils réfugiés en Ituri sont retournés dans leurs villages de l'arrière-pays. De nombreux IDP qui s'étaient réfugiés dans la ville de Bunia hésitent à rentrer dans leurs villages. Comme la situation s'est détendue à Bunia et que plusieurs d'œuvres d'entraide y ont démarré leurs activités, bon nombre de déplacés internes sont revenus à Bunia.⁶¹ En mars 2004, quelque 35'000 déplacés internes et 100'000 réfugiés en Ouganda ont entamé le voyage de retour à Mahagi (en Ituri) et 45'000 déplacés internes au Nord-Kivu. En avril 2004, l'ONU a estimé qu'il y avait encore 1,4 millions de déplacés internes dans les provinces Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema et Katanga (au nord). Elle ne pouvait plus aider que 45 pourcent de ces IDP.⁶² Pour les personnes rentrées chez elles, les perspectives sont sombres : village détruit, manque de moyens pour se reconstruire une existence, présence de mines. Sans compter la peur d'être à nouveau pillées par des milices si elles cultivent leurs champs.⁶³

⁵⁹ Cf. OCHA 16 avril 2004 ; OCHA 22 avril 2004.

⁶⁰ Cf. Norwegian Refugee Council (NRC) : Profile of Internal Displacement – Democratic Republic of Congo, NRC Global IDP Project, février 2004.

⁶¹ Cf. OCHA 21 novembre 2003; Norwegian Refugee Council (NRC) : Profile of Internal Displacement: Democratic Republic of Congo, NRC Global IDP Project, février 2004.

⁶² Cf. OCHA 4 mars, 7 avril et 22 avril 2004.

⁶³ A la question pourquoi elles ne voulaient pas quitter le camp et rentrer dans leur village, 28 % des personnes interrogées dans un camp IDP à Bunia ont évoqué le manque de sécurité, 23 % la destruction de leur maison, 15 % des problèmes économiques, 13 % l'occupation de leur maison, 10 % des raisons politiques et 11 % d'autres motifs ; OCHA 26 décembre 2003.

7 Conclusion

Depuis la mise en place du gouvernement de transition en juin 2003, la communauté internationale soutient celui-ci dans la tâche titanesque d'unifier le pays et de renforcer les institutions. Mais entre le programme du gouvernement de Kinshasa et la situation réelle, surtout dans l'est de la RDC, il y a un monde. Pour la population civile de la partie orientale du pays, il n'y a guère eu d'amélioration jusqu'ici. Certes, quelques mouvements rebelles, plus spécialement de Mai-Mai, sont disposés à poser les armes. Mais comme ces anciens combattants ne reçoivent aucun soutien pour s'intégrer dans la société civile, il y a lieu de craindre que, tôt ou tard, la frustration incitera ces hommes à reprendre les armes et à s'en prendre à nouveau à la population. La paix est fragile ; de nombreux incidents montrent à l'évidence que la confiance entre les anciens rivaux désormais représentés dans le gouvernement de transition n'est pas rétablie. De nombreux groupes armés continuent à s'en prendre aux civils à l'est du pays.

Pour résumer, les perspectives dans l'est de la RDC demeureront sombres aussi longtemps que l'on n'aura pas :

- instauré un système judiciaire indépendant et efficace, qui mette un terme à l'impunité ;
- établi des institutions étatiques opérant sur l'ensemble du territoire congolais ;
- mis un terme au soutien et à la manipulation des milices congolaises par des officiers militaires rwandais et ougandais ;
- jugulé efficacement le trafic d'armes à l'est ;
- stoppé l'infiltration de l'armée rwandaise sur territoire congolais pour des actions militaires propres.

Annexe : abréviation des groupes armés opérant dans l'est de la RDC

ALIR	Armée de Libération du Rwanda : comprend l'ex-FAR (armée rwandaise sous le Président hutu Habyarimana), Interahamwe (milices hutus) et autres groupes de rebelles hutus ; opère dans l'est de la RDC.
ANR	<i>Agence nationale des renseignements</i> : agence des services secrets compétente en matière de sécurité intérieure et extérieure, y compris la surveillance des frontières.
FAPC	Forces Armées du Peuple Congolais (Jerôme Kakwavu) : ce groupe contrôle la région Aru, Mahagi et Mongwalu en Ituri, conclut des alliances qui changent rapidement ; temporairement allié avec le FNI et soutenu par des officiers ougandais.
FAR	Forces Armées Rwandaises : anciennement affiliées aux forces armées rwandaises (ex-FAR).
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo : la nouvelle armée congolaise formée de différents groupes armés.
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda : ex-FAR, Interahamwe (milices hutus) et membres recrutés dans les camps de réfugiés rwandais en Tanzanie et au Congo ; opère dans l'est ; affaibli depuis le départ de son chef Paul Rwarakabije au Rwanda en novembre 2003 et par le manque de soutien de Kinshasa.
FIPI	Front pour l'Intégration de la Paix en Ituri : alliance souple de PUSIC, FNI et FPDC contre l'UPC et contre la Monuc.
FNI	Front des Nationalistes Intégrationnistes (Floribert Njabu) : à dominance Lendu, actif à Kpandruma et Mongwalu en Ituri ; officieusement soutenu par Kinshasa ;
FPDC	Front Populaire pour la Démocratie au Congo (Thomas Unen Chen) : à dominance Alur et Lugbara, actif à Aru et Mahagi (Ituri).
FPIC	Front de Pacification et d'Intégration au Congo : alliance souple de FAPC, FNI et UPC, à dominance Lendu et Alur, soutenu par l'Ouganda.
FRPI	Front de Résistance Populaire de l'Ituri : à dominance Ngiti/Lendu, actif dans la région au sud de Bunia et à Beni, officieusement soutenu par Kinshasa ; alliance passagère avec le FNI et le RCD-ML.
Mai-Mai	Organisation de résistants congolais « patriotiques » qui luttent en premier lieu contre les troupes étrangères (Ouganda, Rwanda, Burundi) dans l'est et se considèrent comme invulnérables ; officieusement soutenue par Kinshasa ; représentée dans le gouvernement de transition depuis juin 2003.

- MLC** Mouvement de Libération du Congo : ancienne organisation rebelle, active surtout dans la province Equateur (QG Gbadolite), soutenue par l'Ouganda ; à côté de la RCD-Goma, la plus grande organisation rebelle de la RDC. Son président Jean-Pierre Bemba est un des quatre vices-présidents du gouvernement de transition.
- PUSIC** Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo (Chief Kahwa Mandro) : dominé par les Hema, groupe de l'UPC, actif à Bunia, Mandro, Kasenyi, Tchomia, soutenu par les forces militaires ougandaises.
- RCD-Goma** Rassemblement Congolais pour la Démocratie : QG à Goma (Nord-Kivu), contrôle de grandes parties de la province Orientale, le nord et le sud Kivu ainsi que Maniema, soutenu par le Rwanda ; son leader Azarias Ruberwa est un des quatre vices-présidents du gouvernement de transition.
- RCD-ML** Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Mouvement de Libération (Mbusa Nyamwisi) : émanation du RCD-Goma (1999), soutenu d'abord par l'Ouganda, puis par Kinshasa ; QG à Beni (Nord-Kivu) ; représenté dans le gouvernement de transition depuis juin 2003.
- RCD-N** Rassemblement Congolais pour la Démocratie/National (Roger Lumbala) : contrôle la région Isiro-Bafwasende dans la province Orientale, lié au MLC ; représenté dans le gouvernement de transition depuis juin 2003.
- UPC** Union de Patriotes Congolais (Thomas Lubanga) : dominée par les Hema, présente surtout à Bunia (Ituri), soutenue par le Rwanda.